



# MAIRIE DE CAP-D'AIL

## ARRETE TEMPORAIRE PORTANT OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC PARKING BEAVERBROOK

\*\*\*\*\*

**AM PM N° 12/24**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et particulièrement les articles L.2212.1 et L.2213.1;  
VU l'article R 417-10-II-10° du Code de la route ;  
VU l'arrêté municipal n°41/16 du 14 avril 2016 relatif à la lutte contre le bruit ;  
VU l'arrêté municipal n°353/22 du 20 juillet 2022 portant règlement permanent de Police, de circulation et stationnement sur la commune de Cap d'Ail ;

**CONSIDERANT** la demande en date du 29/01/2024, présentée par Lignes d'Azur, aux fins d'occuper le domaine public pour le stationnement de l'Agence Mobile, parking Beaverbrook, **le 16/02/2024 de 09h00 à 12h00.**

### ARRÊTE

**ARTICLE 1 :** Par dérogation aux arrêtés susvisés, le stationnement est réservé sur 4 emplacements (côté Nord-Ouest, après les places GIG-GIC) sur le parking Beaverbrook pour l'Agence Mobile Lignes d'Azur, **le 16/02/2024 de 07h00 à 12h00.**

**ARTICLE 2 :** La signalisation correspondante sera mise en place dans un délai de quarante-huit heures minimum avant le début du déménagement par les services municipaux.  
Tout véhicule en infraction avec les dispositions du présent article sera considéré comme gênant la circulation publique et conduit en fourrière aux frais de son propriétaire en application des articles R417-9 à R417-13 du Code de la Route.

**ARTICLE 3 :** Conformément à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, tout recours devra être présenté devant le tribunal administratif de Nice, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

**ARTICLE 4 :** La Directrice générale des services de la Mairie, le Directeur des services techniques et la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au Commandant de la Communauté de brigades de Gendarmerie de Cap d'Ail et au pétitionnaire.

**Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte.**



Fait à Cap d'Ail, le 30/01/2024  
Le Conseiller Municipal délégué à la Sécurité

André MALLEA